

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 385

16 février 2013

SOMMAIRE

Advantage Premiere Fund Management S.à r.l.	18435	OX Resto Concepts S.à r.l.	18447
Anasco Holding Company S.A.	18480	Panattoni Central Germany Development S.à r.l.	18462
ArcelorMittal	18439	PATRIZIA Acquihold S.à r.l.	18447
Azur Renting S.A.	18446	Patrizia Real Estate 33 S.à r.l.	18445
Citology Holding S.A. SPF	18473	Patrizia Real Estate 34 S.à r.l.	18445
Coastal Capital Luxco Holding S.à r.l.	18479	Patrizia Real Estate 35 S.à r.l.	18445
Danske Invest Allocation	18434	Pelimmo	18447
Global Groupe International S.A.	18450	Pezou Sàrl	18449
Global Holding Investment S.A.	18450	Piguet Strategies	18448
Green Electricity Invest	18450	PJ Lux S.A.	18479
ID&D S.à r.l.	18443	Prostar S.A.	18436
Invesco Real Estate-European Hotel Real Estate Fund II FCP-SIF	18436	Rail Investment Company S.A.	18435
IVG Prime Investment S.à r.l.	18452	Rosedo	18448
Jobe Holding S.à r.l.	18451	SAGRAL (Société Agricole des Grands Lacs) S.A.	18434
Liberty Land S.A.	18451	SHL Luxembourg S.à r.l.	18448
Liko Luxembourg International S.à r.l.	18450	Sinos S.A.	18447
LNR Europe Investors S.à r.l. SICAR	18451	Skandia Invest S.A.	18436
LRI Invest S.A.	18443	Tenderness S.A., SPF	18436
Luxembourg Spécial Aérotechnics S.A.	18451	Thema Production S.A.	18470
Luxico S. à r.l.	18478	UBP Money Market Fund Sicav	18434
Lux Life Consulting S.A.	18480	Uniloc Luxembourg S.A.	18446
Main Source	18449	Wagner Building Systems S.A.	18446
Murprotec Luxembourg	18449	Wickey (SPF) S.A.	18445
Network & Telecom Technologies	18444	Winpro International S.A.	18446
Ogura S.A.	18448	Xantis	18444
OTMT Acquisition S.à r.l.	18449		

Danske Invest Allocation, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 82.717.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of Danske Invest Allocation, SICAV will be held on *5 March 2013* at 11.30 a.m. at the registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors for the year 2012.
2. Balance Sheet and Profit and Loss Accounts with Notes to the Accounts for the year 2012.
3. Decision on the Declaration of Dividend.
4. Discharge to the Board of Directors for the year 2012.
5. Election of the Board of Directors.
6. Election of Statutory Auditor.

Référence de publication: 2013023768/755/17.

SAGRAL (Société Agricole des Grands Lacs) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 42.973.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *12 mars 2013* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022661/10/20.

UBP Money Market Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 74.045.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par la présente à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société qui aura lieu le jeudi *07 mars 2013* à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration.
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises.
3. Lecture et approbation du rapport annuel au 31 décembre 2012.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge aux administrateurs pour l'année écoulée.
6. Nominations statutaires.
7. Tantièmes aux Administrateurs.
8. Divers.

Les décisions concernant les points à l'ordre du jour ne requièrent pas de quorum. Les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout détenteur d'actions nominatives peut se faire représenter à l'Assemblée en renvoyant le formulaire de procuration qui leur a été adressé (dont une copie peut être obtenue au siège social). Le formulaire de procuration doit être dûment daté, signé et renvoyé par fax ou par courrier avant la fermeture des activités le 6 mars 2013 à 17h00. Les détenteurs d'actions au porteur désirant participer ou voter à l'Assemblée, devront déposer leurs actions pour le 6 mars 2013 à 17h00 au plus tard au siège de la Sicav ou à l'adresse suivante: Union Bancaire Privée (Europe) S.A., 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013023769/755/28.

Rail Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 142.907.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 mars 2013 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013022660/10/20.

Advantage Premiere Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.097.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 octobre 2012

En date du 29 octobre 2012, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission Monsieur Enrico Vitali de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Madame Chio Okaue, née le 25 mai 1972 à Tachikawa, Japon, résidant à l'adresse suivante: 41, rue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Francesco Confuorti, gérant de catégorie A
- Monsieur Guiseppe Confuorti, gérant de catégorie A
- Monsieur Guido Guerzoni, gérant de catégorie B
- Madame Chio Okaue, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2013.

ADVANTAGE PREMIERE FUND MANAGEMENT S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013019688/24.

(130023820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Prostar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 60.649.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 7 janvier 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 4 mars 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013016115/755/19.

Tenderness S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 44.134.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 26 février 2013 à 11.00 heures à Luxembourg avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013019069/755/18.

Invesco Real Estate-European Hotel Real Estate Fund II FCP-SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Die Änderungsurkunde des Verwaltungsgreglements wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Invesco Real Estate Management S.à r.l.

Référence de publication: 2013022675/10.

(130027342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2013.

Skandia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.401.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-eighth day of December.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of "Skandia Invest S.A.", a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 137.401, having its registered office at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and incorporated by deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 21 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 1014 dated 24 April 2008. The articles of association of the said company have been amended several times and for the last time by deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 11 June 2012, published in the Mémorial C, number 1749 dated 11 July 2012 (the "Company").

The meeting was opened and presided by Mrs Katia GAUZÈS, lawyer, professionally residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mr Olivier YAU, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Olivier YAU, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

I. - The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that the meeting had the following agenda:

Agenda

1. Cancellation of the nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) from its current amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) represented by thirty thousand (30,000) shares up to an amount of two million thousand euros (EUR 2,000,000) without issuance of new shares of the Company by a contribution in cash of three hundred thousand euros (EUR 300,000), resulting in an increase in the par value of the shares of the Company;

3. Decrease of the share capital of the Company by an amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) from its current amount of two million euros (EUR 2,000,000) down to an amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) by allocating the amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) to a reserve for future losses, without cancellation of shares of the Company, resulting in a decrease in the par value of the shares of the Company;

4. Re-establishment of a nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company; and

5. Miscellaneous.

II. - That the sole shareholder represented and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented sole shareholder and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is validly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the sole shareholder, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to cancel the nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company so that the shares of the Company will have a par value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded).

Second resolution

The general meeting decides to increase the Company's share capital by an amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) from its current amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000) represented by thirty thousand (30,000) shares up to an amount of two million euros (EUR 2,000,000) without issuance of new shares of the Company through an increase in the par value of the shares of the Company (the "Increase in Capital").

The Increase in Capital has been entirely subscribed in cash by the sole shareholder of the Company for an aggregate amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) which has been received on the bank account of the Company and shall be entirely allocated to the share capital of the Company.

Third resolution

The general meeting decides, in order to compensate the losses realised by the Company, to decrease the share capital of the Company by an amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) from its current amount of two million

euros (EUR 2,000,000) down to an amount of one million seven hundred thousand euros (EUR 1,700,000), by allocating the amount of three hundred thousand euros (EUR 300,000) to a reserve for future losses, without cancellation of shares of the Company, resulting in a decrease in the par value of the shares of the Company.

Fourth resolution

The general meeting decides to re-establish a nominal value of fifty-six euros and sixty-seven cents (EUR 56.67, rounded) of the shares of the Company.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille douze, le vingt-huitième jour de décembre.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "Skandia Invest S.A.", une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.401, ayant son siège social au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, le 21 Mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 1014 en date du 24 avril 2008. Les statuts ont été modifiés à différentes reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, le 11 juin 2012, publié au Mémorial C, numéro 1749 en date du 11 juillet 2012 (la "Société").

La séance est ouverte et présidée par Maître Katia GAUZÈS, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Président"),

Le Président désigne comme secrétaire Maître Olivier YAU, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Olivier YAU, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

I. - Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter que l'assemblée a l'ordre du jour suivant:

Agenda

1. Annulation de la valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) de son montant actuel de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) représenté par trente mille (30,000) actions jusqu'au montant de deux millions d'euros (EUR 2,000,000) sans émission de nouvelles actions de la Société par une contribution en numéraire de trois cent mille euros (EUR 300,000), résultant en une augmentation de la valeur du pair comptable des actions de la Société;

3. Réduction du capital social de la Société d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) de son montant actuel de deux millions d'euros (EUR 2,000,000) jusqu'au montant de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) par l'allocation du montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) à une réserve pour pertes futurs, sans annulation d'actions de la Société, résultant en une diminution de la valeur du pair comptable des actions de la Société;

4. Rétablissement d'une valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société; et

5. Divers.

II. - Que l'actionnaire unique représenté et le nombre des ses actions figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté et par le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps avec les autorités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire, restera annexée au présent acte.

III. - Que tout le capital social étant représenté à la présente assemblée et l'actionnaire unique représenté déclarant qu'il a été informé et avait connaissance de l'ordre du jour avant cette assemblée, aucune convocation préalable était nécessaire.

IV. - Que la présente assemblée, représentant tout le capital social, est valablement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour.

L'actionnaire unique, après délibération, a pris alors les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'annuler la valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société afin que les actions de la Société aient une valeur du pair comptable de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis).

Seconde résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) de son montant actuel de un million sept cent mille euros (EUR 1,700,000) représenté par trente mille (30,000) actions jusqu'au montant de deux millions d'euros (EUR 2,000,000) sans émission de nouvelles actions de la Société par une augmentation de la valeur du pair comptable des actions de la Société («L'Augmentation de Capital»).

L'augmentation de Capital a été entièrement souscrite en numéraire par l'actionnaire unique de la Société pour un montant total de trois cent mille euros (EUR 300,000) qui a été reçu sur le compte en banque de la Société et sera entièrement allouée au capital social de la Société.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide, pour compenser les pertes réalisées par la Société, de réduire le capital social de la Société d'un montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) de son montant actuel de deux millions d'euros (EUR 2,000,000) jusqu'au montant de un million sept cent mille (EUR 1,700,000) par l'allocation du montant de trois cent mille euros (EUR 300,000) à une réserve pour pertes futurs, sans annulation d'actions de la Société, résultant en une diminution de la valeur du pair comptable des actions de la Société.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de rétablir une valeur nominale de cinquante-six euros et soixante-sept centimes (EUR 56,67, arrondis) des actions de la Société.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ deux mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. GAUZÈS, O. YAU, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 janvier 2013. Relation: EAC/2013/122. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013022013/155.

(130026670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2013.

ArcelorMittal, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 82.454.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of the month of February.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Henk J. SCHEFFER, Company Secretary of ArcelorMittal, in his capacity as Special Finance Proxy Holder, and Mr. Thierry ROYER, Group Treasurer of ArcelorMittal, in his capacity as Special Finance Proxy Holder, both with professional address in Luxembourg, represented by Ms. Carole WINTERSDORFF, with professional address in Luxembourg, by way of a power of attorney signed by the two foregoing persons, which power, being signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed,

acting as representatives of the board of directors of "ArcelorMittal" (the "Board"), a société anonyme incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, incorporated on 8 June 2001 by deed of Maître Reginald Neuman, then notary residing in Luxembourg,

Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 802 of 24 September 2001 and being registered with the Registre de commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 82.454,

pursuant to a decision of the Board dated 9 January 2013.

The appearing party requested the notary to record as follows:

1. Article 5 of the articles of association of the Company provide as follows:

"5.1. The issued share capital amounts to six billion four hundred and twenty-eight million five thousand nine hundred and ninety-one Euro and eighty cents (EUR 6,428,005,991.80). It is represented by one billion five hundred and sixty million nine hundred and fourteen thousand six hundred and ten (1,560,914,610) fully paid-up shares without nominal value.

5.2. The Company's authorised share capital, including the issued share capital, shall amount to seven billion seven hundred twenty-five million two hundred and sixty thousand five hundred and ninety-nine Euro and eighteen cents (EUR 7,725,260,599.18), represented by one billion seven hundred and seventy-three million ninety-one thousand four hundred and sixty-one (1,773,091,461) shares without nominal value.

5.3. The issued capital and the authorised capital of the Company may be increased or decreased by resolution of the general meeting of shareholders adopted in the forms and in accordance with the conditions laid down for amending the articles of association under article 19 of the present articles of association.

5.4. Subject to the provisions of the law on commercial companies (hereinafter referred to as "the Law"), each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by each shareholder.

The preferential subscription right may be limited or cancelled by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in accordance with article 19 of the present articles of association.

The preferential subscription right may also be limited or cancelled by the board of directors (i) in the event that the general meeting of shareholders delegates, under the conditions laid down in article 19 of the present articles of association and by amending the present articles of association, to the board of directors the power to issue shares and to limit or cancel the preferential subscription right for a period of no more than five years set by the general meeting, as well as (ii) pursuant to the authorization conferred by article 5.5 of the present articles of association.

5.5. The board of directors is authorised, during a period from the date of this general meeting of shareholders and ending on the fifth anniversary of the date of publication in the Luxembourg legal gazette of the minutes of the general meeting held on 8th May 2012, without prejudice to any renewals, to increase the issued capital on one or more occasions within the limits of the authorised capital.

The board of directors is authorised to determine the conditions of any capital increase including through contributions in cash or in kind, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new shares, or following the issue and the exercise of subordinated or non-subordinated bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided), or following the issue of bonds with warrants or other rights to subscribe for shares attached, or through the issue of standalone warrants or any other instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, shares.

The board of directors is authorised to set the subscription price, with or without issue premium, the date from which the shares or other financial instruments will carry beneficial rights and, if applicable, the duration, amortisation, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid financial instruments as well as all the other conditions and terms of such financial instruments including as to their subscription, issue and payment, for which the board of directors may make use of Article 32-1 paragraph 3 of the Law.

The board of directors is authorised to limit or cancel the preferential subscription rights of existing shareholders.

Decisions of the board of directors relating to the issue, pursuant to the authorisation conferred by this article 5.5, of any financial instruments carrying or potentially carrying a right to equity shall, by way of derogation from article 9 of the present articles of association, be taken by a majority of two-thirds of the members present or represented.

When the board of directors has implemented a complete or partial increase in capital as authorised by the foregoing provisions, article 5 of the present articles of association shall be amended to reflect that increase.

The board of directors is expressly authorised to delegate to any natural or legal person to organise the market in subscription rights, accept subscriptions, conversions or exchanges, receive payment for the price of shares, bonds, subscription rights or other financial instruments, to have registered increases of capital carried out as well as the corresponding amendments to article 5 of the present articles of association and to have recorded in said article 5 of the present articles of association the amount by which the authorisation to increase the capital has actually been used and, where appropriate, the amounts of any such increase that are reserved for financial instruments which may carry an entitlement to shares.

5.6. [...]"

2. At its meeting held on 9 January 2013, the Board authorised the issue of one hundred four million, four hundred seventy-seven thousand, six hundred twelve (104,477,612) shares and waived the preferential subscription rights of exi-

sting shareholders. The Company on 14 January 2013 issued such shares against gross subscription proceeds in Euro of eight hundred fifteen million six hundred eighty-two thousand one hundred and eighty-four Euro and twelve cents (EUR 815,682,184.12) and in US Dollars of six hundred eighty-five million ninety-nine thousand two hundred and fifty US Dollars (USD 685,099,250) (the "US Dollar Amount"). Evidence of the payment to the Company of these contributions in cash has been given to the undersigned notary.

3. The Company has recorded these gross subscription proceeds in the share capital and share premium accounts in Euro after conversion of the US Dollar Amount at the official EUR/USD exchange rate on 14 January 2013 as published by the European Central Bank on its website, being the rate of one US Dollar (USD 1) for zero Euro point seven four nine six cents (EUR 0.7496), resulting in an amount of five hundred thirteen million five hundred fifty thousand three hundred and ninety-seven Euro and eighty cents (EUR 513,550,397.80). The aggregate of the contributions in cash recorded in the accounts of the Company accordingly amounts to one billion three hundred twenty-nine million two hundred thirty-two thousand five hundred and eighty-one Euro and ninety-two cents (EUR 1,329,232,581.92) out of which four hundred fifty-five million two hundred three thousand one hundred and twenty-eight Euro and four cents (EUR 455,203,128.04) was allocated to the share capital on the basis of an accounting par value per share of EUR 4.356944223 and the balance, being an amount of eight hundred seventy-four million twenty-nine thousand four hundred and fifty-three Euro and eighty-eight cents (EUR 874,029,453.88), was allocated to the share premium account.

4. Following the issuance of one hundred four million, four hundred seventy-seven thousand six hundred twelve (104,477,612) shares and the consequential share capital increase, article 5.1 of the Articles shall hereafter read as follows:

"5.1. The issued share capital amounts to six billion eight hundred eighty-three million two hundred nine thousand one hundred nineteen Euro and eighty-four cents (EUR 6,883,209,119.84). It is represented by one billion six hundred sixty-five million three hundred ninety-two thousand two hundred and twenty-two (1,665,392,222) shares fully paid up without nominal value."

Expenses:

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at six thousand five hundred Euro.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing person, it signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le huit février.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Messieurs Henk J. SCHEFFER, Secrétaire Général d'ArcelorMittal, en sa qualité de Special Finance Proxy Holder, et Thierry ROYER, Trésorier du Groupe d'ArcelorMittal, en sa qualité de Special Finance Proxy Holder, demeurant tous deux professionnellement à Luxembourg, représentés par Madame Carole WINTERSDORFF, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration signée par les deux personnes précédentes, laquelle étant signée ne varietur par la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte,

agissant en tant que représentants du conseil d'administration d'«ArcelorMittal» (le «Conseil»), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, constituée le 8 juin 2001 suivant acte reçu de Maître Reginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 802 du 24 septembre 2001 et immatriculée auprès du Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 82.454,

en vertu d'une décision du Conseil du 9 janvier 2013.

La partie comparante a requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'article 5 des statuts de la Société a la teneur suivante:

«5.1. Le capital social émis s'élève à six milliards quatre cent vingt-huit millions cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros et quatre-vingts cents (EUR 6.428.005.991,80). Il est représenté par un milliard cinq cent soixante millions neuf cent quatorze mille six cent dix (1.560.914.610) actions, sans valeur nominale, intégralement payées.

5.2. Le capital social autorisé de la Société, y compris le capital social souscrit, s'élève à sept milliards sept cent vingt cinq millions deux cent soixante mille cinq cent quatre vingt dix-neuf euros et dix-huit cents (7.725.260.599,18) représenté par un milliard sept cent soixante treize millions quatre vingt onze mille quatre cent soixante et une (1.773.091.461) actions sans valeur nominale.

5.3. Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modifications des statuts conformément à l'article 19 des statuts.

5.4. Sous réserve des dispositions de la loi sur les sociétés commerciales (ci-après «la Loi»), chaque actionnaire aura un droit de souscription préférentiel en cas d'émission de nouvelles actions en contrepartie d'apports en numéraire. Ce droit de souscription préférentiel sera proportionnel à la part du capital que représentent les actions détenues par chaque actionnaire.

Le droit préférentiel de souscription pourra être limité ou supprimé par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires prise conformément à l'article 19 des statuts.

Le droit de souscription préférentiel pourra également être limité ou supprimé par le conseil d'administration (i) lorsque l'assemblée générale des actionnaires aura, dans les conditions requises par l'article 19 des statuts et par modification des présents statuts, délégué au conseil d'administration le pouvoir d'émettre des actions et de limiter ou de supprimer le droit préférentiel de souscription durant une période fixée par l'assemblée générale et qui ne pourra excéder cinq ans, de même que (ii) dans le cadre de l'autorisation conférée par l'article 5.5 des statuts.

5.5. Le conseil d'administration est autorisé pour une période prenant effet à la date de cette assemblée générale des actionnaires et prenant fin à la date du cinquième anniversaire de la date de publication dans le Journal Officiel luxembourgeois de l'acte de l'assemblée générale tenue le 8 mai 2012, sans préjudice de tout renouvellement, à augmenter le capital social en une ou plusieurs occasions dans les limites du capital autorisé.

Le conseil d'administration est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital, y compris par des apports en espèces ou en nature, par incorporation de réserves, de primes d'émission ou de bénéfices reportés, avec ou sans émission de nouvelles actions, ou suite à l'émission et l'exercice d'obligations subordonnées ou non subordonnées, convertibles ou remboursables par ou échangeables en actions (déterminées dans les termes à l'émission ou déterminées par la suite), ou suite à l'émission d'obligations avec warrants ou tout autre droit de souscrire à des actions, ou par l'émission de warrants ou tout autre instrument portant un droit de souscription à des actions.

Le conseil d'administration est autorisé à déterminer le prix de souscription, avec ou sans prime d'émission, la date à partir de laquelle les actions ou tout autre instrument financier portera des droits et si applicables, la durée, l'amortissement, les autres droits (y compris le remboursement anticipatif), les taux d'intérêts, les taux de conversion et les taux d'échange, de tels instruments financiers ainsi que tous autres termes et conditions de tels instruments financiers y compris quant à leur souscription, émission et paiement pour lesquels le conseil d'administration pourra faire usage de l'article 32-1 paragraphe 3 de la Loi.

Le conseil d'administration est autorisé à limiter et supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants.

Les décisions du conseil d'administration ayant pour objet l'émission, dans le cadre de l'autorisation conférée par le présent article 5.5, de tout instrument financier portant un droit ou potentiellement un droit à des actions, seront par dérogation à l'article 9 des présents statuts, prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Chaque fois que le conseil d'administration aura procédé à l'augmentation partielle ou intégrale de capital tel qu'autorisé par les dispositions ci-dessus, l'article 5 des statuts sera modifié afin de refléter cette augmentation.

Le conseil d'administration est expressément autorisé à déléguer toute personne physique ou morale pour organiser le marché des droits de souscription, accepter les souscriptions, conversions ou échanges, recevoir paiement du prix des actions, obligations, droits de souscription ou autres instruments financiers, faire constater les augmentations de capital réalisées ainsi que les modifications correspondantes à l'article 5 des statuts et faire inscrire audit article 5 des statuts le montant à concurrence duquel l'autorisation d'augmenter le capital a été effectivement utilisée et éventuellement les montants à concurrence desquels elle est réservée pour des instruments financiers pouvant donner droit à des actions.

5.6. [...]»

2. Lors de sa réunion en date du 9 janvier 2013, le Conseil a autorisé l'émission de cent quatre millions quatre cent soixante-dix-sept mille six cent douze (104.477.612) actions et a renoncé aux droits de souscription préférentiels des actionnaires existants. Le 14 janvier 2013, la Société a émis ces actions en échange du montant brut de souscriptions de fonds à hauteur de huit cent quinze millions six cent quatre-vingt-deux mille cent quatre-vingt-quatre euros et douze centimes (815.682.184,12 EUR) et de six cent quatre-vingt-cinq millions quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent cinquante dollars américains (685.099.250 USD) (le «Montant en Dollars Américains»). La preuve du paiement à la Société de ces apports en numéraire a été donnée au notaire soussigné.

3. La Société a inscrit le montant brut des souscriptions de fonds dans le capital social et le compte de la prime d'émission de la Société, tous deux exprimés en euros, après conversion du Montant en Dollars Américains au taux de change officiel EUR/USD du 14 janvier 2013 tel que publié par la Banque Centrale Européenne sur son site Internet, soit le taux d'un dollar américain (1 USD) pour zéro euro virgule sept quatre neuf six centimes (0,7496 EUR), ce qui donne un montant de cinq cent treize millions cinq cent cinquante mille trois cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt centimes (513.550.397,80 EUR). Le total des apports en numéraire inscrit dans les comptes de la Société s'élève en conséquence à un milliard trois cent vingt-neuf millions deux cent trente-deux mille cinq cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-douze centimes (1.329.232.581,92 EUR) dont quatre cent cinquante-cinq millions deux cent trois mille cent vingt-huit euros et quatre centimes (455.203.128,04 EUR) ont été alloués au capital social sur la base d'un pair comptable

par action de 4,356944223 EUR et le solde, soit un montant de huit cent soixante-quatorze millions vingt-neuf mille quatre cent cinquante-trois euros et quatre-vingt-huit centimes (874.029.453,88 EUR), a été alloué au compte de la prime d'émission.

4. Suite à l'émission de cent quatre millions quatre cent soixante-dix-sept mille six cent douze (104.477.612) actions et à l'augmentation corrélative du capital social, l'article 5.1 des Statuts aura désormais la teneur suivante:

«5.1. Le capital social souscrit s'élève à six milliards huit cent quatre-vingt-trois millions deux cent neuf mille cent dix-neuf euros et quatre-vingt-quatre centimes (6.883.209.119,84 EUR). Il est représenté par un milliard six cent soixante-cinq millions trois cent quatre-vingt-douze mille deux cent vingt-deux (1.665.392.222) actions, sans valeur nominale, intégralement payées.»

Dépenses:

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à six mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la personne comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais et est suivi d'une traduction en langue française. À la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Après lecture du document à la personne comparante, cette dernière a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: C. WINTERSDORFF, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 février 2013. Relation: EAC/2013/1988. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013022140/214.

(130026706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A. und mit Zustimmung der Depotbank M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. wurde der Teilfonds W&W INTERNATIONAL - US Aktien Premium (ISIN LU0207472340) („Teilfonds“) zum 31. Januar 2013 („Auflösungsdatum“) gemäß Art. 13 des Verwaltungsreglements aufgelöst, da sämtliche Anteilnehmer ihre Anteile zurückgegeben haben. Der Nettoinventarwert pro Teilfondsanteil wurde letztmalig für den 24. Januar 2013 berechnet. Der Teilfonds verfügt zum Zeitpunkt der Liquidation über keine ausstehenden Anteile.

Die Liquidationserlöse wurden an die Anteilhaber ausgezahlt, demzufolge war eine Übertragung an die Caisse de Consignation nicht erforderlich. Das Liquidationsverfahren wurde abgeschlossen.

Munsbach, im Januar 2013.

Die Verwaltungsgesellschaft .

Référence de publication: 2013023770/2501/14.

ID&D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 169.401.

L'an deux mille treize, le quatre janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Benoît PAQUAY, cadre dirigeant, ingénieur civil, né le 05 novembre 1971 à Liège (B), demeurant à L-2145 Beggen, 52, rue Cyprien Merjai.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "ID&D S.à r.l.", ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Brasseur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 169.401, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1730 du 10 juillet 2012. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées.

- Que le comparant est le seul et unique associé de ladite société et qu'il s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social vers L-2633 Senningerberg, 6B, Route de Trèves, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. (1^{er} alinéa).** Le siège social est établi dans la Commune de Niederanven."

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 850,- EURs.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Benoît PAQUAY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 janvier 2013. Relation GRE/2013/256. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 18 janvier 2013.

Référence de publication: 2013010921/35.

(130012443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

Xantis, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 140.689.

—
EXTRAIT

En date du 2 janvier 2013 a été tenue extraordinairement une assemblée générale ordinaire par laquelle l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

L'actionnaire unique décide de nommer TITAN Sàrl, ayant son siège social à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B164838, en tant qu'administrateur de la Société, et ce, avec effet rétroactif en date du 31 décembre 2012;

L'actionnaire unique décide de nommer Madame Eva FRIDRICH, née le 16 novembre 1944 à Lucence (Slovaquie), ayant son adresse professionnelle à Korruni 1664/49, Vinhorady (Prague 2), 120 00 Prague (République Tchèque), en tant qu'administrateur de la Société, et ce, avec effet rétroactif en date du 31 décembre 2012;

L'actionnaire unique reconnaît que Monsieur Mark LE TISSIER, né le 24 avril 1963 à Guernsey, ayant sa résidence professionnelle à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, a été nommé en tant que représentant permanent de TITAN Sàrl avec effet au 31 décembre 2012;

L'actionnaire unique reconnaît que Monsieur George BRYAN-ORR, né le 10 octobre 1970 à North York (Canada), ayant sa résidence professionnelle à L-8308 Capellen (Grand-duché de Luxembourg), 75, Parc d'Activités, a été nommé en tant que représentant permanent de SEREN Sàrl avec effet au 7 mai 2012;

Leurs mandats prendront fin une fois tenue l'assemblée générale annuelle en 2018.

La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013006492/26.

(130006163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Network & Telecom Technologies, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wincrange, 78, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 160.689.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013009581/10.

(130011140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Patrizia Real Estate 33 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 170.701.

hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 33 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 33 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 33 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 33 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008301/14.

(130008809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Patrizia Real Estate 34 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 165.934.

hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 34 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 34 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 34 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 34 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008302/14.

(130008819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Patrizia Real Estate 35 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 170.702.

hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 35 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 35 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 35 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 35 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008303/14.

(130008823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Wickey (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.838.

Par la présente, je soussignée Monsieur Pascal Remouchamps, demeurant à B-4130 ESNEUX, 10 rue d'Avister, déclare donner ma démission de mon poste d'administrateur de la société Wickey Spf sa sise au 34A Boulevard grande duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg RC B158.838 constituée le 31 janvier 2011 devant Maître Reuter Carine, notaire de Résidence à Rédange, à dater de ce jour.

Luxembourg, le 31 décembre 2012.

Référence de publication: 2013008253/12.

(130009247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Winpro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 93.053.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale du 20 décembre 2012 a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg:

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013008255/12.

(130008539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Wagner Building Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9412 Vianden, 12, rue de la Frontière.
R.C.S. Luxembourg B 103.868.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 19 décembre 2012 à 10.00 heures

Le mandat du commissaire aux comptes EWA REVISION S.A. est remplacé par la société G.T. Fiduciaires S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 121 820, avec siège à L - 1273 Luxembourg, 19, Rue de Bitbourg. Ce mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale à tenir en l'an 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2013008237/14.

(130008662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Uniloc Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 159.161.

EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Société tenu en date du 9 janvier 2013 a approuvé la résolution suivante:

- Le siège social de la Société est transféré du 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 75 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008222/13.

(130008395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Azur Renting S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 68.831.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 13 décembre 2012, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, a déclaré closes par liquidation les opérations de la liquidation de la société anonyme AZUR RENTING S.A. (R.C.S. N° B 68831), dont le siège social à L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal, a été dénoncé en date du 12 juin 2006.

Pour extrait conforme

Me Régua AMIALI

Le liquidateur

48-52, rue du Canal

L-4050 Esch-sur-Alzette

Référence de publication: 2013008276/15.

(130008976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

OX Resto Concepts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 143.097.

Herr Buelent H. SEN, geboren am 07.11.1969 in Ankara (Türkei), wohnhaft in 453, Route de Longwy, L-1941 Luxembourg hat gemäss Vertrag vom 13.01.2013 dreizehn (13) Anteilen der Gesellschaft «OX Resto Concepts S.à r.l.», welche ihm gehören an Frau Anne REUTER, geboren am 13.09.1972 in Neuilly-Sur-Seine (Frankreich), wohnhaft in 1 Rue de Vianden, L-1948 Luxembourg, übertragen.

Nach dem Verkauf besitzt Frau Anne, REUTER dreizehn (13) Anteile der Gesellschaft «OX Resto Concepts S.à r.l.».

Bülent Sen

Geschäftsleitung

Référence de publication: 2013008282/15.

(130008815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

PATRIZIA Acquihold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 166.030.

hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Acquihold S.à r.l., dass die PATRIZIA Acquihold S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Acquihold S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Acquihold S.à r.l.

Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008283/14.

(130008770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Sinos S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 134.145.

Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, en sa qualité d'agent domiciliataire, a dénoncé le siège social de la société anonyme SINOS S.A., 42, rue de la Vallée. L-2661 Luxembourg, RCS Luxembourg B-134145, avec effet au 27 décembre 2012 et résilié la convention de domiciliation.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Caroline Felten / Elisa Paola Armandola

Référence de publication: 2013008148/13.

(130008399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pelimmo, Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 141.791.

Extrait de la décision de l'administrateur unique en date du 21 décembre 2012

L'administrateur a adopté la résolution suivante:

Transfert du siège de la Société du 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg au 8, rue Philippe II L-2340 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013008060/12.

(130008572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Piguet Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.807.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 31 décembre 2012

Le Conseil d'Administration décide de coopter aux fonctions d'administrateur Monsieur Eric CHINCHON, 16, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg en remplacement de Monsieur Fernand REINERS, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008067/12.

(130008384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Rosedo, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.772.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2012

L'Assemblée a décidé de renouveler le mandat des administrateurs Mr. Sibrand van Roijen, ayant son adresse au 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Mr. Claude Zimmer ayant son adresse au 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg et de Mr. Theo Uffing, ayant son adresse professionnelle au Jan Van Rijswijklaan 162, B-2020 Antwerpen.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée ordinaire qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013008106/13.

(130009108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

SHL Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 29.118.231,50.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.387.

En date du 7 août 2012, l'associé Schneider Electric Services International, ayant son siège social au 5, Place du Champ de Mars, Tour Bastion, 14^{ème} étage, 1050 Bruxelles, Belgique, a transféré la totalité de ses 2 911 823 150 parts sociales à Schneider Electric Services International représenté par sa succursale SESI Lux Branch,.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2013008146/13.

(130008716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Ogura S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 42.016.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 13 novembre 2012.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Norbert SCHMITZ, domicilié au 16, rue Eugène Wolff, L-2736 Luxembourg, et les sociétés FMS SERVICES S.A., ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg et S.G.A. SERVICES S.A., ayant son siège social au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Monsieur Eric HERRMANS adresse professionnelle au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

OGURA S.A.

Référence de publication: 2013008030/16.

(130008495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Main Source, Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 126.779.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 28 novembre 2012

Siège social:

Le conseil d'administration de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 9, rue Schiller L-2519 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007968/13.

(130008306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Murprotec Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-3378 Livange, ZI, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 82.168.

Personnes ayant le pouvoir d'engager la société

1- DI DONATO Pascal - Administrateur-Délégué

Avenue du Callois, 12 à 1428 Lillois - Belgique

2- DI DONATO Pascal - Administrateur

Avenue du Callois, 12 à 1428 Lillois - Belgique

3- PROFIN SA - Président du Conseil d'Administration

Rue de l'Industrie, 22 à 1420 Braine-l'Alleud - Belgique

Référence de publication: 2013007966/14.

(130009126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pezou Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 165.846.

Veuillez noter que M. Rodolphe Aldo Mario MAREUSE, associé de la société, réside désormais à W11 3RP Londres (Royaume-Uni), 40, Holland Park, Flat 5.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Pezou SARL

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013008045/13.

(130008813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

OTMT Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 160.274.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 13 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012;

- L'adresse professionnelle de Monsieur Fabio Ceccarelli a été transférée du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008037/14.

(130009239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

G.E.I., Green Electricity Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.635.

—
Extrait décisions circulaires adoptées par le Conseil d'administration le 9 janvier 2013

1. de coopter, ave effet au 31 décembre 2012, en tant qu'Administrateur de la Société, M. Eric Debeaud, né le 18 juin 1964 à Bourg-en Bresse (France), demeurant professionnellement au 44, rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles en remplacement de M, William Vermeersch, démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Référence de publication: 2013009375/12.

(130010249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Global Holding Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 151.761.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 16 janvier 2013 que le siège social de la Société a été transféré du 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Référence de publication: 2013009390/14.

(130010542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Global Groupe International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.130.

—
Aux actionnaires de la société

Nous vous informons par la présente de notre démission en tant que Commissaire aux comptes de la société GLOBAL GROUPE INTERNATIONAL S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 16 janvier 2013.

CONCILIUM Sàrl

Commissaire

Serge De Ceuninck

Gérant unique

Référence de publication: 2013009389/15.

(130010900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Liko Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.639.

—
Auszug aus dem Beschluss der ausserordentlichen Gesellschafter Versammlung welche am 02.10.2012 stattfand.

Erster Beschluss

Das Ausscheiden von Steve Bunger, Administrateur, Gérant catégorie B wird angenommen und die Entlassung wird mit Wirkung vom 23.12.2012 bewilligt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 16.01.2013.

Référence de publication: 2013009517/13.

(130010125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Luxembourg Spécial Aérotechnics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 63, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 101.633.

Par la présente, je soussignée Monsieur Jean-Luc Soullier, demeurant professionnellement au 63 grand rue L-8510 Redange, déclare donner ma démission de mon poste d'administrateur de la société Luxembourg Special Aerotechnics sa sise au 63 grand rue, L-8510 Redange-sur-Attert RC B101.633 constituée le 28 juin 2004 devant Maître Urbain Tholl, notaire de Résidence à Mersch, à dater de ce jour.

Redange, le 9 janvier 2013 à 18h00.

Référence de publication: 2013009502/12.

(130010252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

LNR Europe Investors S.à.r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 106.281.

Les comptes annuels audités au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Jan Willem Overheul

Mandataire

Référence de publication: 2013009522/14.

(130011062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Liberty Land S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 76.767.

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2013009488/13.

(130011160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Jobe Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 72.178.

Suite à une cession de parts intervenue en date du 24 août 2012 entre Monsieur Johannes BERTORP et la société Jesihemma Limited., le capital de la société est dorénavant réparti comme suit:

- Jesihemma Limited., Registre des Sociétés de Chypre n° HE 297 232, ayant son siège social à lakovou	1.000 parts
Tompazi 1, Vashiotis Business Center, 1 st floor, Neapoli, 3107, Limassol, Cyprus	
Total:	1.000 parts

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2013009464/15.

(130010622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

IVG Prime Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, rue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 174.363.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of December

Before us Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

IVG Investment GmbH, a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the German laws, having its registered office at The Squire, 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt (Germany) registered with the Companies Register of Bonn (Handelsregister B des Amtsgerichts Bonn) under number HRB 2018,

Hereby represented by M^e Gerard Maitrejean, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal and signed "ne varietur" by the person(s) appearing and the undersigned notary.

Such appearing party/parties, represented as stated hereabove, has/have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form and Name. These are the articles of association (the "Articles") of a private limited liability company ('société à responsabilité limitée') whose name is IVG Prime Investment S.à r.l. (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 The Company may also acquire patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights, to directly or indirectly operate and develop them. The Company may sell, assign or otherwise dispose of part or all of its patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights.

2.6 The Company may also invest in real estate and / or all types of real estate rights, and directly or indirectly operate and develop them. The Company may sell, assign or otherwise dispose of part or all of its real estate assets or rights.

2.7 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors (gérants) or the sole director (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital - Shares.

5.1. Subscribed Share Capital

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares (parts sociales) of one euro (EUR 1.00) each, all fully subscribed and entirely paid up.

5.1.2 Any premium paid on any share is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. Decisions as to the use of the Share Premium Reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.4 Transfers of shares must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Repurchase of Shares

The Company may repurchase its shares provided that there are sufficient available reserves to that effect. For the avoidance of doubt, the repurchased shares will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority.

5.6 - Share Register

All shares and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.

6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A director (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as director (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will determine the agent(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of any two members of the board of directors (conseil de gérance)].

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of directors (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of directors (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of directors (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least two days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least 24 hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each director (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting

6.4.3 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

6.4.4 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by all the directors of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of directors' (gérants) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman of the board of directors (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A director (gérant) may appoint any other director (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A director (gérant) can act as representative for more than one other director (gérant) at a board meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two directors (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8.

6.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespectively of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 2nd Monday of the month of June, at 9 a.m..

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholders. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more certified auditor(s) (réviseur (s)d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of a certified auditor instead of a statutory auditor.

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial Year

The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31st of December (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five, such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Distribution of profits.

11.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

11.2 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

11.3 Except where otherwise provided for in these Articles, each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

11.4 The sole director (gérant) or the board of directors (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according

to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

Art. 12. Dissolution - Liquidation.

12.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

12.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

12.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 13. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the founding shareholders represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount	% of share capital
IVG Investment GmbH, prenamed	12,500	EUR 12,500	100%

All the shares have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is now available to the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the shareholder(s)

The founding shareholders, represented as stated hereabove, unanimously adopt the following resolutions:

1. The Company will be managed by the following director(s) (gérants) for an undetermined period:

a. Osman SARITARLA, born on 25 November 1977 in Recklinghausen (Germany), residing at Eberleinstrasse 62, Wiesbaden, Germany;

b. Steffen RICKEN, born on 16 July 1970 in Leipzig (Germany), residing at Im Langenfeld 3 A, 61350 Bad Homburg vor der Höhe, Germany;

c. Jens Oliver PRASCH, born on 2 February 1978 in Mainz (Germany), residing at Im Mühlenviertel 20, 65795 Hattersheim am Main, Germany;

d. Guido PINOL, born on 28 July 1968 in Mannheim (Germany), residing at Albrecht-Durer-Sir 1, Lampertheim, Germany; and

e. Manuel Francesco Helmut DEVIGILI, born on 13 April 1979 in Bonn (Germany), residing at Neuhoferstrasse 27, 60318 Frankfurt am Main, Germany.

2. The registered office of the Company shall be established at rue Emile Reuter 24, L-2420 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person(s) appearing, they signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahr Zweitausendzwölf, den vierzehnten Dezember.

Vor mir, Maître Francis KESSELER, Notar mit Amtssitz in Esch/Alzette.

IST ERSCHIENEN:

IVG Investment GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach den deutschen Gesetzen mit Sitz in The Squire 18, Am Flughafen, D-60549 Frankfurt (Deutschland), eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bonn unter der Nummer HRB 2018.

Sie ist hiermit durch M^e Gerard Maitrejean, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, vertreten, aufgrund einer Vollmacht unter Privatanschrift und unterzeichnet "ne varietur" von der/den erschienenen Person(en) und dem unterzeichnenden Notar.

Der/die erschienenen Vertragspartei(en), die wie oben ausgeführt vertreten wird/werden, hat/haben den unterzeichnenden Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, die auf diesem Weg eingetragen wird:

Art. 1. Gesellschaftsform und Name. Es handelt sich bei diesem Schriftstück um die Satzung ("Satzung") einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), deren Name IVG Prime Investment S.à r.l. (im Weiteren als „Gesellschaft“ bezeichnet) lautet.

Die Gesellschaft ist nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere nach dem am 10. August 1915 verabschiedeten Gesetz über die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung („Gesetz“) und nach dieser Satzung errichtet.

Art. 2. Unternehmensgegenstand.

2.1 Der Gegenstand des Unternehmens ist (i) das Halten von Beteiligungen und Anteilen jeder Art in Luxemburgischen und ausländischen Kapitalgesellschaften, Personengesellschaften oder anderen Rechtspersonen, (ii) der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder in irgendeiner anderen Art und Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Weise von Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheinen und anderer Wertpapiere jeglicher Art, und (iii) der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung, Entwicklung, das Management und die Veräußerung ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann jeden Vertrag im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Zeichnung oder Verwaltung der oben erwähnten Instrumente und deren Finanzierung abschließen.

2.2 Die Gesellschaft kann in jeder Form Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldscheine und andere konvertible oder nicht konvertible Instrumente ohne öffentliches Angebot aufnehmen und beleihen.

2.3. Die Gesellschaft kann ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen, anderen Konzerngesellschaften sowie sonstigen juristischen oder natürlichen Personen Unterstützung gewähren und Ausleihungen tätigen, unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft kein Rechtsgeschäft abschließt, die als reglementierte Tätigkeit eingestuft wird, ohne die erforderliche Genehmigung eingeholt zu haben. Die Gesellschaft kann außerdem ihren Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder anderen Konzerngesellschaften sowie sonstigen juristischen oder natürlichen Personen Bürgschaften und Sicherheiten zugunsten Dritter gewähren, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen von deren Tochtergesellschaften zu besichern, unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft kein Rechtsgeschäft abschließt, die als reglementierte Tätigkeit eingestuft wird, ohne die erforderliche Genehmigung eingeholt zu haben. Die Gesellschaft kann außerdem alle oder einige seiner Vermögenswerte hypothekarisch belasten, verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig verpfänden.

2.4 Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden anwenden und alle Instrumente für ihre Beteiligungen nutzen, um sie effizient zu verwalten, darunter der Abschluss von Rechtsgeschäften sowie Methoden und Instrumente zum Schutz der Gesellschaft vor Kreditrisiken, Währungsschwankungen, Zinsschwankungen und andere Risiken.

2.5 Die Gesellschaft kann auch Patente, Lizenzen und / oder alle Arten geistiger und gewerblicher Schutzrechte erwerben, um sie direkt oder indirekt zu betreiben und weiter zu entwickeln. Die Gesellschaft kann einen Teil oder alle Patente, Lizenzen und / oder alle Arten geistiger und gewerblicher Schutzrechte verkaufen, abtreten oder anderweitig veräußern.

2.6 Die Gesellschaft kann auch in Immobilien und / oder alle Arten von Grundrechten investieren und sie direkt oder indirekt betreiben und weiter entwickeln. Die Gesellschaft kann einen Teil oder seine gesamten Immobilien oder Grundrechte verkaufen, abtreten oder anderweitig veräußern.

2.7 Die Gesellschaft kann alle kaufmännischen Geschäfte oder Finanzgeschäfte und Rechtsgeschäfte für bewegliche oder unbewegliche Güter tätigen, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen oder fördern.

Art. 3. Laufzeit. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

4.2 Der Sitz kann an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen qualifizierten Mehrheitsbeschluss der Gesellschafter verlegt werden, der die Satzung ändern kann.

4.3 Die Anschrift des eingetragenen Sitzes kann innerhalb der Gemeinde durch Beschluss des alleinigen Geschäftsführers (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) durch einen Beschluss des Vorstands (conseil de gérance) verlegt werden.

4.4 Sollte der Vorstand (gérants) oder der alleinige Geschäftsführer (gérant) (je nach Lage des Falls) feststellen, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die gewöhnliche Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, darf der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände komplett wegfallen. Diese vorübergehenden Maßnahmen beeinflussen nicht die Na-

tionalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden getroffen und alle Interessierten werden vom Vorstand (gérants) oder dem alleinigen Geschäftsführer (gérant) (je nach Lage des Falls) der Gesellschaft benachrichtigt.

4.5 Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Filialen in Luxemburg und im Ausland unterhalten.

Art. 5. Stammkapital - Geschäftsanteile.

5.1 - Gezeichnetes Kapital

5.1.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), das durch Zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile (parts sociales) zu je ein Euro (EUR 1,00) pro Stück dargestellt ist, das in voller Höhe gezeichnet und vollständig eingezahlt ist.

5.1.2 Jedes für einen Geschäftsanteil gezahltes Aufgeld wird gemäß den Bestimmungen dieser Satzung einer ausschüttungsfähigen Rücklage zugewiesen. Über die Verwendung der Agiorücklage(n) entscheidet/n der/die Gesellschafter oder der/die Geschäftsführer (gérant(s)) je nach Lage des Falls, wie es das Gesetz und diese Satzung vorschreiben.

5.1.3 Die Gesellschaft kann Kapitaleinlagen ohne Ausgabe von Geschäftsanteilen oder anderen Wertpapieren als Gegenleistung annehmen und kann solche Einlagen einer oder mehreren Rücklagen zuweisen. Über die Verwendung dieser Rücklagen entscheidet/n der/die Gesellschafter oder der/die Geschäftsführer (Gérant(s)) je nach Lage des Falls, wie es das Gesetz und diese Satzung vorschreiben. Die Rücklagen können, müssen jedoch nicht dem Einlagenzahler zugeordnet werden.

5.2 - Veränderungen des Stammkapitals

Das Kapital kann jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch Beschluss der Hauptversammlung gemäß Artikel 7 dieser Satzung und im Rahmen der im Gesetz, Artikel 199 vorgesehenen Grenzen verändert werden.

5.3 - Unteilbarkeit der Geschäftsanteile Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, da nur ein Eigentümer pro Geschäftsanteil zulässig ist. Miteigentümer, Nutzniesser und bloße Eigentümer, Gläubiger und Schuldner von verpfändeten Geschäftsanteilen müssen eine Einzelperson als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

5.4 - Übertragung von Geschäftsanteilen

5.4.1 Bei einem Einzelgesellschafter können die vom Einzelgesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile der Gesellschaft frei übertragen werden.

5.4.2 Bei mehreren Gesellschaftern können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile gemäß den Bestimmungen im Gesetz, Artikel 189 und 190 übertragen werden.

5.4.3 Die Geschäftsanteile dürfen erst inter vivos an Nichtgesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, einverstanden sind.

5.4.4 Übertragungen von Geschäftsanteilen müssen in einem notariellen Vorgang oder mit einem privaten Schriftstück beurkundet werden. Eine Übertragung ist für die Gesellschaft oder Dritte erst gültig, wenn sie der Gesellschaft gemeldet oder gemäß den Bestimmungen von Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches angenommen wurde.

5.5 - Rückkauf von Geschäftsanteilen

Die Gesellschaft kann ihre Geschäftsanteile unter der Voraussetzung zurückkaufen, dass für diesen Vorgang genügend Rücklagen vorhanden sind. Um Zweifel auszuschließen, werden die zurückgekauften Geschäftsanteile nicht herangezogen, um die Beschlussfähigkeit und Mehrheit festzustellen.

5.6 - Register für Geschäftsanteile

Jeder Geschäftsanteil und jede Übertragung eines Geschäftsanteils wird im Register für Geschäftsanteile gemäß Artikel 185 des Gesetzes erfasst.

Art. 6. Verwaltung.

6.1 - Ernennung und Abberufung

6.1.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern (gérants) verwaltet. Wenn mehrere Geschäftsführer (gérants) ernannt worden sind, bilden sie einen Vorstand (conseil de gérance). Der/die Geschäftsführer (gérant(s)) muss/müssen kein/e Gesellschafter sein.

6.1.2 Der/die Geschäftsführer (gérant(s)) wird/werden auf Beschluss der Gesellschafter ernannt.

6.1.3 Ein Geschäftsführer (gérant) kann ad nutum mit oder ohne Angabe von Gründen abberufen und jederzeit auf Beschluss der Gesellschafter abgelöst werden.

6.1.4 Der alleinige Geschäftsführer (gérant) und jedes Mitglied des Vorstands (conseil de gérance) kann für seine / ihre Dienste als Geschäftsführer (gérant) honoriert oder für dessen/deren Auslagen auf Beschluss der Gesellschafter entschädigt werden.

6.2 - Befugnisse

Jede nicht ausdrücklich vom Gesetz oder dieser Satzung bis zur Hauptversammlung vorbehaltene Befugnis fällt in die Zuständigkeit des alleinigen Geschäftsführers (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) in die Zuständigkeit des Vorstands (conseil de gérance).

Der alleinige Geschäftsführer (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) der Vorstand (conseil de gérance) kann seine / ihre Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Adhoc-Vertreter delegieren.

Der alleinige Geschäftsführer (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) der Vorstand (conseil de gérance) bestimmen die Zuständigkeit und Vergütung (falls zutreffend) des Vertreters, die Dauer der Vertretung und alle anderen infrage kommenden Bedingungen der Vertretung.

6.3 - Stellvertretung und Unterschriftsberechtigung

6.3.1 Im Umgang mit Dritten sowie in Gerichtsverfahren hat der alleinige Geschäftsführer (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) der Vorstand (conseil de gérance) alle Befugnisse, im Namen der Gesellschaft unter allen Umständen zu handeln und alle Handlungen und Tätigkeiten im Einklang mit dem Unternehmensgegenstand der Gesellschaft durchzuführen und zu genehmigen.

6.3.2 Die Gesellschaft ist an die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers gebunden (gérant) und bei mehreren Geschäftsführern (gérants) an die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstands (conseil de gérance)].

6.4 - Vorsitzender, stellvertretender Vorsitzender, Schriftführer, Sitzungen

6.4.1 Der Vorstand (conseil de gérance) kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Außerdem kann ein Schriftführer gewählt werden, der kein Geschäftsführer (gérant) sein muss, um die Sitzungsprotokolle des Vorstands (conseil de gérance) und die Gesellschaftersitzungen zu führen, und der den gleichen Vertraulichkeitsbestimmungen unterliegt wie die Geschäftsführer (gérants).

6.4.2 Die Sitzungen des Vorstands (conseil de gérance) können von jedem Mitglied des Vorstands (conseil de gérance) einberufen werden. Die Einladungen mit der Tagesordnung und dem Sitzungsort werden per Brief (Expressdienst oder spezieller Kurier), Telegramm, Fernschreiben, Telefax oder E-Mail mindestens zwei Tage vor dem festgelegten Termin für die Sitzung verschickt, außer in dringenden Fällen, in denen die Art der Dringlichkeit in der Einladung angegeben werden muss und in denen eine Frist von 24 Stunden vor der festgelegten Uhrzeit für diese Sitzung ausreicht. Auf jede Benachrichtigung kann durch die Zustimmung jedes einzelnen Geschäftsführers (gérant) verzichtet werden, was während der Sitzung, schriftlich oder in einem Telegramm, Fernschreiben, Telefax oder einer E-Mail zum Ausdruck gebracht wurde. Eine separate Benachrichtigung ist für einzelne Sitzungen nicht vonnöten, deren Uhrzeiten und Sitzungsorte in einem vorher auf Beschluss des Vorstands (conseil de gérance) verabschiedeten Terminplan eingetragen sind. Es werden alle zumutbaren Anstrengungen unternommen, so dass rechtzeitig vor jeder Vorstandssitzung jeder Geschäftsführer (gérant) eine Kopie der zu erörternden oder vom Vorstand auf dieser Sitzung zu verabschiedenden Unterlagen und / oder Schriftstücke erhält.

6.4.3 Der Vorstand (conseil de gérance) kann nur gültig erörtern oder handeln, wenn mindestens eine Mehrheit der Geschäftsführer (gérants) anwesend oder auf der Sitzung des Vorstands (conseil de gérance) vertreten ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der Geschäftsführer (gérants) gefasst, die auf dieser Sitzung anwesend oder vertreten sind.

6.4.4 Die Beschlüsse des Vorstands (conseil de gérance) sind in einem Protokoll zu erfassen, das alle Geschäftsführer des Vorstands (conseil de gérance) der Gesellschaft unterzeichnen.

6.4.5 Schriftlich gefasste und von allen Geschäftsführern (gérants) unterzeichneten Beschlüsse haben die gleiche Wirkung wie Beschlüsse, die auf Sitzungen des Vorstands (gérants) verabschiedet wurden. Eine solche Genehmigung darf in einem oder mehreren separaten Schriftstücken enthalten sein.

6.4.6 Kopien oder Auszüge der Protokolle und Beschlüsse, die in Gerichtsverfahren oder auf andere Weise herbeigeführt werden können, werden vom Vorsitzenden des Vorstands (conseil de gérance) der Gesellschaft unterzeichnet.

6.4.7 Ein Geschäftsführer (gérant) kann einen anderen Geschäftsführer (gérant) (aber nicht eine andere Person) als seinen Vertreter auf einer Vorstandssitzung ernennen, um teilzunehmen, zu diskutieren, abzustimmen und um seine Funktionen in seinem Namen auf dieser Vorstandssitzung auszuüben. Ein Geschäftsführer (gérant) kann für mehr als einen anderen Geschäftsführer (gérant) auf einer Vorstandssitzung unter der Voraussetzung als Vertreter handeln, wenn (ohne Schaden für die Beschlussfähigkeit) mindestens zwei Geschäftsführer (gérants) körperlich auf einer Präsenzsitzung des Vorstands anwesend sind oder persönlich an einer Vorstandssitzung gemäß den Bestimmungen in Artikel 6.4.8 teilnehmen.

6.4.8 Jeder Geschäftsführer (gérants) darf an einer Sitzung des Vorstands (conseil de gérance) per Telefon, per Videokonferenz oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, mit denen alle teilnehmenden Geschäftsführer (gérants) den anderen Sprecher hören können. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

6.5 - Haftung der Geschäftsführer (gérants)

Jeder Geschäftsführer (gérant) übernimmt aufgrund seiner Stellung keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die er wirksam im Namen der Gesellschaft eingegangen ist.

Art. 7. Beschlüsse der Gesellschafter.

7.1 Solange alle Geschäftsanteile nur ein Gesellschafter hält, ist die Gesellschaft eine Einpersonengesellschaft (société unipersonnelle) im Sinne von Artikel 179 (2) des Gesetzes, und es gelten unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 des Gesetzes. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Befugnisse von der Hauptversammlung.

7.2 Bei mehreren Gesellschaftern kann sich jeder Gesellschafter unabhängig von den ihm gehörenden Geschäftsanteilen an gemeinsamen Entscheidungen beteiligen. Jeder Gesellschafter hat Stimmen, die der Anzahl der von ihm gehaltenen Geschäftsanteile entspricht.

7.3 Gemeinsame Beschlüsse sind nur rechtsgültig, wenn Gesellschafter, denen mehr als die Hälfte des Stammkapitals gehört, sie verabschieden, sollte diese Mehrheit nicht zustande kommen, müssen die Gesellschafter noch einmal tagen oder schriftlich per Einschreiben konsultiert werden. Die Entscheidungen sind von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen, unabhängig vom Teil des vertretenen Stammkapitals.

7.4 Satzungsändernde Beschlüsse können dagegen, bis auf einen Wechsel der staatlichen Zugehörigkeit, der einstimmig beschlossen werden muss, gemäß den Bestimmungen im Gesetz nur von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, denen mindestens drei Viertel des Stammkapitals der Gesellschaft gehören.

7.5 Eine Hauptversammlung darf rechtsgültig Beschlüsse erörtern und fassen, ohne die Vorschriften und Formalitäten für die Einberufung einer Hauptversammlung einzuhalten, wenn alle Gesellschafter auf die infrage kommenden Vorschriften und Formalitäten schriftlich oder auf der infrage kommenden Hauptversammlung persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter darauf verzichtet haben.

7.6 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten werden, indem er schriftlich, (per Telefax, E-Mail oder mit einem ähnlichen Mittel) ein Bevollmächtigten oder Anwalt ernennt, der nicht Gesellschafter sein muss.

7.7 Die Hauptversammlung ist nicht vorgeschrieben, wenn die Zahl der Gesellschafter nicht größer als fünfundzwanzig (25) ist. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Wortlaut des zu verabschiedenden Beschluss- oder Entscheidungstextes und gibt schriftlich seine Stimme ab.

7.8 Die für die Verabschiedung von Beschlüssen auf der Hauptversammlung geltende Mehrheitlichkeit gilt mutatis mutandis für die Verabschiedung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter sind rechtsgültig verabschiedet, nachdem bei der Gesellschaft die Originale (oder Kopien per Telefax oder als E-Mail-Anhänge gesendet) der Stimmen eingegangen sind, die die für die Verabschiedung der einschlägigen Beschlüsse erforderliche Mehrheit bilden, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter ihre Stimme abgegeben haben oder nicht.

Art. 8. Jahreshauptversammlung.

8.1 Mindestens eine Hauptversammlung muss einmal im Jahr stattfinden. Wenn es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt, muss eine Jahreshauptversammlung gemäß Artikel 196 des Gesetzes am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg, der in der Einladung angegeben ist, am 2. Montag des Monats Juni, um 09.00 Uhr stattfinden.

8.2 Wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am vorhergehenden Bankgeschäftstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann im absoluten und endgültigen Ermessen des alleinigen Geschäftsführers (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) des Vorstands (conseil de gérance) im Ausland abgehalten werden, wenn es außergewöhnliche Umstände erfordern.

Art. 9. Wirtschaftsprüfung. Wenn es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt, muss die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer gemäß Artikel 200 des Gesetzes testiert werden, die nicht Gesellschafter sein müssen. Sollte es mehr als einen gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer geben, handeln die Wirtschaftsprüfer als ein Collegium und bilden den Rechnungsprüfungsausschuss.

Ungeachtet der vorstehenden Regelung wird die Gesellschaft von einem oder mehreren zertifizierten Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises agréé) betreut, wenn es eine rechtliche Verpflichtung dazu gibt oder wenn die Gesellschaft gesetzlich ermächtigt ist, sich für die Ernennung eines zertifizierten Wirtschaftsprüfers statt für einen gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfer zu entscheiden.

Art. 10. Geschäftsjahr - Jahresabschluss.

10.1 - Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres, wobei in einer Übergangsfrist das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft mit ihrer Gründung beginnt und am darauf folgenden 31. Dezember endet (alle Daten inklusiv interpretiert).

10.2 - Jahresabschluss

10.2.1 Jedes Jahr erstellen der alleinige Geschäftsführer (gérant) oder bei mehreren Geschäftsführern (gérants) der Vorstand (conseil de gérance) ein Bestandsverzeichnis, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung gemäß den Bestimmungen von Artikel 197 des Gesetzes.

10.2.2 Jeder Gesellschafter kann persönlich oder durch einen beauftragten Vertreter am eingetragenen Sitz der Gesellschaft das oben genannte Bestandsverzeichnis, die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und je nach Lage der Dinge den Bericht des/r gesetzlich vorgeschriebenen Wirtschaftsprüfers einsehen, der gemäß Artikel 200 des Gesetzes verfasst wurde. Wenn es mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt, ist diese Einsichtnahme nur 15 Tage vor der Versammlung zulässig.

Art. 11. Ausschüttung von Gewinnen.

11.1 Ein Betrag von fünf Prozent (5%) des Reingewinns der Gesellschaft wird in die gesetzliche Rücklage eingestellt, bis und solange diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

11.2 Der Restbetrag des Reingewinns kann an den/die Gesellschafter entsprechend seiner Beteiligung an der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

11.3 Sofern in dieser Satzung nicht weiter geregelt, berechtigt jeder Geschäftsanteil zu einem Bruchteil des Gesellschaftsvermögens und des Gewinns der Gesellschaft im direkten Verhältnis zu den vorhandenen Geschäftsanteilen.

11.4 Jeweils der alleinige Geschäftsführer (gérant) oder der Vorstand (conseil de gérance) kann beschließen, Zwischendividenden an den/die Gesellschafter vor Abschluss des Geschäftsjahres auf der Grundlage eines genügend finanziellen Spielraums für die Ausschüttung nachweisenden Rechnungsabschlusses ausbezahlen, wobei davon ausgegangen wird, dass (i) der auszuschüttende Betrag, falls zutreffend, nicht höher sein darf als die realisierten Gewinne seit Abschluss des vorangegangenen Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, verringert um die Verlustvorträge und um die in die gesetzliche oder nach dieser Satzung geregelte Rücklage einzustellenden Summen, und dass (ii) solche ausgeschütteten Beträge, die nicht zu den tatsächlich erwirtschafteten Gewinnen gehören, von dem/den jeweiligen Gesellschafter/n zurück gewonnen werden.

Art. 12. Auflösung - Liquidation.

12.1 Die Gesellschaft wird nicht aufgrund von Tod, Aussetzung der bürgerlichen Rechte, Insolvenz oder Konkurs des alleinigen Gesellschafters oder eines Gesellschafters aufgelöst.

12.2 Bis auf Auflösung durch Gerichtsbeschluss wird die Gesellschaft nur auf Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter unter den Bedingungen aufgelöst, die für eine Satzungsänderung erforderlich sind.

12.3 Zum Zeitpunkt der Auflösung der Gesellschaft liquidiert die Gesellschaft einen oder mehrere Liquidator/en oder Gesellschafter, der/die von den Gesellschaftern beauftragt wurde/n, die seine Befugnisse und Vergütung festlegen.

Art. 13. Rechtsverweis. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes für alle Angelegenheiten verwiesen, für die keine gesonderten Bestimmungen in dieser Satzung geregelt sind.

Zeichnung und Einzahlung

Nachdem die Satzung verfasst worden ist, erklären die oben genannten Gründungsgesellschafter, das gesamte Stammkapital auf folgende Weise zu zeichnen:

Unterzeichner	Anzahl der Geschäftsanteile	Gezeichneter Betrag	% des Stammkapitals
IVG Investment GmbH, vorbenannt	12.500	EUR 12.500	100%

Sämtliche Geschäftsanteile wurden in voller Höhe durch Barzahlung eingezahlt, so dass zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) jetzt der Gesellschaft zur Verfügung stehen.

Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Abgaben, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausend fünfhundert euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Beschlüsse Des/r Gesellschafter

Die oben genannten Gründungsgesellschafter verabschieden einstimmig folgende Beschlüsse:

3. Die Gesellschaft wird durch den/die folgende/n Geschäftsführer (gérants) für unbestimmte Zeit verwaltet:

a. Osman SARITARLA, geboren am 25. November 1977 in Recklinghausen (Deutschland) wohnhaft in Eberleinstrasse 62, Wiesbaden, Deutschland;

b. Steffen RICKEN, geboren am 16. Juli 1970 in Leipzig (Deutschland), wohnhaft in Im Langenfeld 3 A, 61350 Bad Homburg vor der Höhe, Deutschland;

c. Jens Oliver PRASCH, geboren am 2. Februar 1978 in Mainz (Deutschland), wohnhaft in Im Mühlenviertel 20, 65795 Hattersheim am Main, Deutschland;

d. Guido PINOL, geboren am 28. Juli 1968 in Mannheim (Deutschland), wohnhaft in Albrecht-Durer-Sir 1, Lampertheim, Deutschland; und

e. Manuel Francesco Helmut DEVIGILI, geboren am 13. April 1979 in Bonn (Deutschland), wohnhaft in Neuhofstrasse 27, 60318 Frankfurt am Main, Deutschland.

4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Rue Emile Reuter 24, L-2420 Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei / der Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und der eine deutsche Version angefügt ist. Auf Wunsch der gleichen erschienenen Person(en) und bei unterschiedlicher Auslegung der englischen und deutschen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

ZUR URKUNDE DESSEN, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg an dem Tag, der zu Anfang dieses Schriftstückes angegeben wurde, aufgesetzt.

Das Schriftstück ist der/den erschienenen Person(en) vorgelesen worden, sie haben die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: Maitrejean, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17088. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013009456/567.

(130010854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Panattoni Central Germany Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 203, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.979.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twelfth day of December.

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary public, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Panattoni Northern Europe Development S.à r.l., a Luxembourg limited liability company existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company register under the number B 172660,

here represented by Mrs Catherine ELSEMME, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxy-holder and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized among itself and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law") as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may use its funds to invest directly or indirectly in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licenses on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

Without prejudice to the generality of the object of the Company this latter may do all or any of the following:

- acquisition, possession, administration, sale, exchange, transfer, trade and investment in and alienation of shares, bonds, funds, notes, evidences of indebtedness and other securities, borrowing of money and issuance of notes therefore, as well as the lending of money;

- acquisition of income arising from the disposal or licensing of copyrights, patents, designs, secret processes, trademarks or other similar interests;

- rendering of technical assistance;

- participation in and management of other companies.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, provided that they are not freely negotiable and that they are issued in registered form only. In a general

fashion, the Company may carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of Panattoni Central Germany Development S.à r.l..

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of managers. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-), represented by fifteen thousand (15,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each divided into (i) one thousand one hundred and twenty five (1,125) class A shares (the "A Shares") and (ii) thirteen thousand eight hundred and seventy five (13,875) class B shares (the "B Shares" and, together with the A Shares hereinafter the "Shares").

Each holder of A Shares shall be an A Shareholder (each an "A Shareholder") and each holder of B Shares shall be a B Shareholder (each a "B Shareholder" and together with the A Shareholders hereinafter the "Shareholder(s)").

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings, and each share gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence in accordance with the rights and obligations attached to the specific Class of Shares.

Art. 7. The subscribed capital may be changed at any time by decision of the single shareholders or, as the case may be, by decision of the extraordinary general meetings deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

If new Shares are issued, each Shareholder may only subscribe to Shares of the same class of the Shares as those it already holds.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are transferable in accordance with applicable laws subject to any shareholders agreements to be entered into between the Company and its shareholders from time to time and as amended from time (the "Shareholders Agreement").

In case of a sole shareholder, the shares of the Corporation are freely transferable to non-shareholder.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

Art. 12. The Company may redeem its own shares subject to the relevant legal dispositions.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholder(s).

C. Management

Art. 13. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The holder or holders of a majority of the A Shares shall be entitled to propose to the General Meeting one manager to be appointed who shall be known as the «A Managers» (the «A Managers»). The holder or holders of a majority of the B Shares shall be entitled to propose the General Meeting two managers to be appointed who shall be known as the «B Manager» (the «B Manager»).

The Company will be bound in all circumstance by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, who need not necessarily be shareholders. The Company will be bound by the signature of at least one Manager A and one Manager B.

The sole manager or of the board of managers may, grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument to one or more persons.

The managers may be dismissed freely at any time, without there having to exist any legitimate reason ("cause légitime").

Art. 14. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any manager, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice or verbal notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date proposed for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by e-mail.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting provided that at least one A Manager and one B Managers present or represented.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 15. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 16. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 17. The manager(s) does (do) not assume, by reason of its (their) position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company may compensate any manager or authorised agent, his heirs, the executors of his will and other beneficiaries for expenses reasonably incurred for any actions or trials, in which he has been a party in his capacity as manager or authorised agent of the Company, or manager or authorized agent of any other company, of which the Company is a shareholder, and for which he has not been compensated, except in cases where, in such actions or trials, he is finally condemned for gross negligence in the management of the Company or of any other company of which the Company is a shareholder, or for breach of the Law or of the present articles of incorporation. The right to compensation shall not exclude other rights on these grounds.

The Company shall pay the expenses incurred by any person entitled to compensation, according to the terms of the present articles of incorporation, in relation to and in advance of the final issue of any trial.

Art 18. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons, who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 19. Any regularly constituted shareholder's meeting of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law and subject to any Shareholders' Agreement, resolutions at a shareholder's meeting duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole shareholders or by all the shareholders. The shareholders may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the shareholders are present or represented at a shareholder's meeting, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 20. Each share entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 21. If the Company has only one shareholder, this sole shareholder exercises all the powers of the general meeting.

The resolutions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Moreover, agreements entered into between the sole shareholder and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 22. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 23. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of shareholders.

Art. 24. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, charges and provisions, such as approved by the annual general meeting of shareholders represents the net profit of the Company

Each year, five percent (5%) of the annual net profits of the Company, shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The remaining profits shall be allocated by a resolution of the general meeting of shareholders, which may resolve:

- (i) to pay a dividend to the shareholders proportionally to the share they hold or
- (ii) to carry them forward or
- (iii) to transfer them to another distributable reserve account of the Company

Notwithstanding the above, the shareholders may resolve, prior to the holding of the annual general meeting, to pay interim dividends on the future net profit of the current financial year provided that:

- (i) the annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by a resolution of the shareholders.
- (ii) the interim dividends are paid within two (2) months following the drawing-up by the managers of interim accounts showing that sufficient funds are available for such distribution.

If the paid interim dividends exceed the amount finally distributable to the shareholders according to the annual general meeting, the excess is not to be considered as dividend paid on account but as an immediately due receivable of the Company towards the shareholders.

The above provisions are without prejudice to the right of the general meeting of shareholders to distribute at any moment to the shareholders any net profits deriving from the previous financial years and carried forward or any amounts from any distributable reserve accounts.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 25. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 26. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and Payment

All the shares have been subscribed by Panattoni Northern Europe Development S.à r.l. as aforementioned.

All the fifteen thousand (15,000) shares have been fully paid up in cash so that the amount of fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2013.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder representing the entire subscribed capital, represented as here above stated, has immediately proceeded to adopt the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be in 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

2. The following company is appointed as manager of the Company for an unlimited period of time:

The private limited company (société à responsabilité limitée) Panattoni Luxembourg Directorship S.à r.l., having its registered office in 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 144945.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Commercial Companies Act dated 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the proxy-holder, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le douze décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

Panattoni Northern Europe Development S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant selon le Droit du Luxembourg, ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172660,

ici représentée par Madame Catherine ELSEMME, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra utiliser ses fonds pour investir directement ou indirectement dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils seront composés à une époque déterminée et plus particulièrement mais non limitativement, son portefeuille de titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, d'acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option, tous titres, et tous droits de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre et de recevoir ou d'accorder des licences relatives aux droits de propriété intellectuelle et d'accorder ou faire bénéficier aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou toute société du groupe, toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties.

Sans préjudice quant à la généralité de l'objet de la Société, cette dernière pourra faire tout ou partie de ce qui suit:

- l'acquisition, la possession, l'administration, la vente, l'échange, le transfert, le commerce et l'investissement dans et l'aliénation d'actions, d'obligations, de fonds, de billets à ordre, de titres de créances et d'autres titres, l'emprunt d'argent et l'émission de titres de créances y relatifs, ainsi que le prêt d'argent;

- l'acquisition de revenus issus de l'aliénation ou de l'autorisation d'exploiter des droits d'auteurs, brevets, dessins, formules ou procédés secrets, marques ou, provenant d'activités similaires;

- l'assistance technique;

- la participation à et la gérance d'autres sociétés du même groupe.

La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder à l'émission privée d'obligations, billets à ordre, titres, certificats de toute nature, à condition qu'ils ne soient pas librement négociables et qu'ils soient émis sous forme nominative uniquement.

D'une manière générale, la Société pourra effectuer toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La dénomination sociale de la Société sera Panattoni Central Germany Development S.à r.l..

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville, par résolution du conseil de gérance de la Société.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses associés. Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de quinze mille euros (EUR 15.000.-), représentée par quinze mille (15.000) parts sociales, d'une valeur de un euro (EUR 1.-) chacune, divisée en (i) mille cent vingt cinq (1.125) parts sociales de classe A («les Parts Sociales de Classe A»), (ii) treize mille huit cent septante cinq (13.875) parts sociales de classe B («les Parts Sociales de Classe B»), et, ensemble avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B ci-après les «Parts Sociales».

Chaque titulaire de Parts Sociales de Classe A sera un associé de classe A (l'«Associé de Classe A»), chaque titulaire de Parts Sociales de Classe B sera un associé de classe B (l'«Associé de Classe B»), et ensemble avec les Associés de Classe A et les Associés de Classe B ci-après les associés «Associés».

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Chaque part sociale a le droit de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, et chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif et les bénéfices de la société en proportion directe du nombre de parts sociales en existence en conformité avec les droits et obligations attachées à la classe des parts sociales spécifiques.

Art. 7. Le capital social souscrit pourra, à tout moment, être modifié par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Si des nouvelles parts sociales sont émises, chaque associé ne pourra souscrire aux nouvelles parts sociales de la même classe que celles qu'il détient déjà.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles conformément aux lois applicables sous réserves de tout pacte d'associés conclu ou à conclure entre la société et ses associés tel que modifié de temps en temps (la «Convention entre Associés »).

Si la Société n'a qu'un seul associé, les parts sociales seront librement cessibles à des non-associés.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 12. La Société pourra, dans le respect des dispositions de la Loi, racheter ses propres parts sociales

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et selon les termes et conditions qui seront décidés par une assemblée générale du ou des associés.

C. Gérance

Art. 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat.

Le ou les associés détenant la majorité des parts sociales de classe A propose(nt) à l'assemblée générale de nommer un gérant qui sera appelé («le Gérant A»). Le ou associés détenant de la majorité des parts sociales de classe B propose(nt) l'assemblée générale de nommer deux gérants qui seront appelés les gérants B (les «Gérants B»).

En cas de pluralité de gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance, dont les membres peuvent être associés ou non. Le conseil de gérance sera composé d'au moins un Gérant A et deux Gérants B.

La Société sera liée en toutes circonstances par la signature d'au moins un Gérant A et un Gérant B.

La Société sera engagée par la signature unique du gérant unique.

Le gérant unique ou le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Les gérants sont librement et à tout moment révocables, sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

Art. 14. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit ou verbal de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre cette convocation en cas d'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Les votes pourront également être effectués par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou par e-mail.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion à condition qu'au moins un Gérant A et un Gérant B soient présent ou représentés.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 15. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 16. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 17. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de sa (leur) fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société peut indemniser tout gérant ou agent autorisé, ses légataires, les exécuteurs testamentaires et autre bénéficiaires pour dépense raisonnable exposée dans le cadre de toute action ou procès, dans lequel il a été partie en sa qualité de gérant ou agent autorisé de la Société, ou gérant ou agent autorisé de toute autre société dont la Société est actionnaire, et pour laquelle il n'a pas encore été indemnisé, exception faite lorsque, dans le cadre de tel action ou procès, il est finalement condamné pour négligence grossière dans la gestion de la Société ou de toute autre société dont la Société est actionnaire, ou pour violation de la Loi ou des présents statuts. Le droit d'être indemnisé n'exclut pas d'autres droits sur ces bases.

La Société paie les dépenses exposées par toute personne autorisée à recevoir une indemnisation, en vertu des termes des présents statuts, en relation et en avance de l'issue finale de tout procès.

Art. 18. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 19. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire et sous réserves de toutes conventions entre associés, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par tous les associés. Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 20. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 21. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou prises par écrit.

De plus, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui seront documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 22. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 24. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, charges et provisions, tels qu'approuvés par l'assemblée générale annuelle des associés, constituera le bénéfice net de la Société.

Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la Société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Sous réserve de toute Convention entre Associés, le solde du bénéfice net sera affecté par une résolution de l'assemblée générale des associés, qui pourra décider:

(i) de payer un dividende aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent dans une catégorie particulière de parts sociales et en conformité avec la clé de répartition décrite dans l'article 6, paragraphe 5 de ces statuts

(ii) de l'affecter au compte report à nouveau ou

(iii) de le transférer à un autre compte de réserve disponible de la Société.

Nonobstant ce qui précède, les associés pourront décider, avant la tenue de l'assemblée générale annuelle, de payer des dividendes intérimaires sur les excédents futurs de l'année sociale en cours, à condition que:

(i) les comptes annuels de l'exercice social précédant aient été dûment approuvés par une résolution des associés;

(ii) les dividendes intérimaires soient payés dans les deux (2) mois suivant l'établissement par les gérants des comptes intérimaires montrant la disponibilité de fonds suffisants pour une telle distribution

Si les dividendes intérimaires payés excèdent le montant finalement distribuable aux associés selon l'assemblée générale annuelle, l'excès ne devra pas être comptabilisé comme un acompte sur dividende mais comme une créance immédiatement exigible de la Société envers les associés.

Les dispositions ci-dessus sont établies sans préjudice du droit de l'assemblée générale des associés de distribuer à tout moment aux associés tout bénéfice provenant des précédents exercices sociaux et reporté ou de toute somme provenant des comptes de réserve distribuable.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 25. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf s'il est convenu autrement, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la société.

L'actif, après réalisation d'actifs et déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 26. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par Panattoni Northern Europe Development S.à r.l., susmentionnée.

Toutes les quinze mille (15.000) parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de quinze mille euros (EUR 15.000.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2013.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.
2. Est nommée comme gérante unique de la Société pur une durée indéterminée:

La société à responsabilité limitée Panattoni Luxembourg Directorship S.à r.l., ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144945.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles ont été remplies.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimées approximativement à mille cent euros.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, le présent acte notarié a été acté à Luxembourg, au jour indiqué au début du présent document.

Le document ayant été lu et traduit dans une langue connue du mandataire, connue du notaire par son surnom, ses nom, prénom, état civil et demeure, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: Catherine DELSEMME, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 décembre 2012. Relation GRE/2012/4833. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004148/452.

(130004048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Thema Production S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 93.164.

In the year two thousand and twelve, on the thirteenth of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of THEMA PRODUCTION S.A., a société anonyme, having its registered office at Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 93164, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed of Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the 17th of April 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 20th of May 2003, number 541 and the Articles of Incorporation of which have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary of the 22nd November 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 71 of January 13, 2011 (the "Company").

The meeting is opened with Mr Emile WIRTZ, director, residing professionally in Luxembourg, being in the chair,

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Annick BRAQUET, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Arlette SIEBENALER, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman then declared and further requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

Agenda

1. Decision to increase the Company's share capital by an amount of EUR 32,485,000.- (thirty-two million four hundred and eighty-five thousand euros) in order to raise it from its current amount of EUR 187,500 (one hundred and eighty-seven thousand five hundred euros) to EUR 32,672,500 (thirty-two million six hundred and seventy-two thousand five hundred euros) by issuing 129,940 (one hundred and twenty-nine thousand nine hundred and forty) shares with a par value of two hundred and fifty euros (EUR 250) each.

2. Subscription and payment of the new shares.

3. Modification of Article 5 of the Articles of Association;

4. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. - That the present meeting has been duly convened by notice sent to the shareholders.

IV- That all the seven hundred and fifty (750) shares representing the entire share capital, are represented, so that the meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution:

The meeting resolves to increase the Company's share capital by an amount of EUR 32,485,000.- (thirty-two million four hundred and eighty-five thousand euros) in order to raise it from its current amount of EUR 187,500 (one hundred and eighty-seven thousand five hundred euros) to EUR 32,672,500 (thirty-two million six hundred and seventy-two thousand five hundred euros) by issuing 129,940 (one hundred and twenty-nine thousand nine hundred and forty) shares with a par value of two hundred and fifty euros (EUR 250) each.

Subscription and Payment

The 129,940 (one hundred and twenty-nine thousand nine hundred and forty) new shares are subscribed by the sole shareholder ECU GEST HOLDING S.A., having its registered office at L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, here represented by its managing director Mr. Emile WIRTZ, prenamed.

All the shares thus subscribed are fully paid up in cash, so that the amount of EUR 32,485,000.- (thirty-two million four hundred and eighty-five thousand euros) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, Article 5 of the Articles of Incorporation is amended and now reads as follows:

" **Art. 5.** The corporate capital is fixed at EUR 32,672,500 (thirty-two million six hundred and seventy-two thousand five hundred euros) divided into 130,690 (one hundred and thirty thousand six hundred and ninety) shares of two hundred and fifty euros (EUR 250) each.

The shares shall be in registered form only.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The corporation may repurchase its own shares under the conditions provided by law."

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated to about EUR 6,500.-.

There being no further business, the meeting is terminated. Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing. The document having been read to the appearing persons all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board and the proxy-holders of the shareholders signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le treize décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme THEMA PRODUCTION S.A., société anonyme ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 93164 (la "Société"), constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 17 avril 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 20 mai 2003, numéro 541. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 22 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 71 du 13 janvier 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Emile WIRTZ, administrateur, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Annick BRAQUET, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président expose ensuite et prie encore le notaire instrumentant de prendre acte:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Décision d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 32.485.000.- (trente-deux millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 187.500.- (cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros) à EUR 32.672.500.- (trente-deux millions six cent soixante-douze mille cinq cents euros) par l'émission de 129.940 (cent vingt-neuf mille neuf cent quarante) actions d'une valeur nominale de EUR 250.- (deux cinquante euros) chacune.

2. - Souscription et libération en espèces des actions nouvelles.

3. - Modification de l'article 5 des statuts.

4.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que la présente assemblée a été régulièrement convoquée au moyen de convocations envoyées à tous les actionnaires.

IV.- Que les 750 (sept cent cinquante) actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée, de sorte que celle-ci est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 32.485.000.- (trente-deux millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 187.500.- (cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros) à EUR 32.672.500.- (trente-deux millions six cent soixante-douze mille cinq cents euros) par l'émission de 129.940 (cent vingt-neuf mille neuf cent quarante) actions d'une valeur nominale de EUR 250.- (deux cinquante euros) chacune.

Souscription et Libération

Les 129.940 (cent vingt-neuf mille neuf cent quarante) actions nouvelles sont souscrites par l'actionnaire unique la société anonyme ECU GEST HOLDING S.A., avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Emile WIRTZ, prénommé.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 32.485.000.- (trente-deux millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 32.672.500.- (trente-deux millions six cent soixante-douze mille cinq cents euros) représenté par 130.690 (cent trente mille six cent quatre-vingt-dix) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune.

Les actions sont nominatives.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.»

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 6.500.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'Anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau et les représentants d'actionnaires ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. WIRTZ, A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2012. Relation: LAC/2012/61718. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004353/149.

(130003951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Citology Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 173.949.

— STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1) La société à responsabilité limitée "A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée", ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 127.330,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 12 décembre 2012.

2) Madame Ingrid HOOLANTS, administrateur de sociétés, née à Vilvorde (Belgique), le 28 novembre 1968, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 12 décembre 2012.

Les prédites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, ici représentées comme dit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit.

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé "SPF", sous la dénomination de "CYTOLOGY HOLDING S.A. SPF".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Strassen.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi sur les SPF.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent mille euros (€ 200.000.-), représenté par six mille (6.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles tels que définis à l'article 3 de la loi sur les SPF.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital autorisé est fixé à deux millions cinq cent mille euros (€ 2.500.000.-).

Le capital souscrit et le capital autorisé de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois en temps qu'il jugera utile le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le Conseil d'Administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société est encore autorisée à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra

se faire que dans le cadre des dispositions légales. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue propriété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue propriété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5bis. Restrictions à la cession des actions.

(i) Cessions entre vifs

Les actionnaires ne pourront céder à un tiers les actions de la société qu'ils détiennent, que dans les conditions prévues au présent article. Il est néanmoins précisé que les cessions entre actionnaires sont libres. Les actionnaires disposent d'un droit de préemption sur les actions.

Ainsi, tout actionnaire (l'"Actionnaire Cédant") souhaitant effectuer une cession de tout ou partie des actions qu'il détient dans la société, à un tiers non actionnaire, devra au préalable fournir à tout autre actionnaire (le "Bénéficiaire") une notification écrite qui devra identifier spécifiquement (i) le nombre et la catégorie des actions concernées (les "Actions Offertes"), (ii) l'identité précise du ou des tiers non actionnaire(s) à qui il entend céder les actions (le "Tiers"), (iii) le prix unitaire par action convenu avec ce ou ces Tiers ou, en cas d'échange, d'apport ou de toute autre opération de même nature, la valeur unitaire des actions retenue pour la réalisation de l'opération et (iv) les conditions et modalités de la cession.

La délivrance de la notification constitue une offre de vendre en priorité les Actions Offertes au Bénéficiaire aux mêmes prix et conditions que ceux proposés par le Tiers à l'Actionnaire Cédant. L'Actionnaire Cédant sera et restera lié par cette offre pour une période irrévocable de 90 jours calendrier (la "Durée de l'Offre de Cession"). A tout moment au cours de cette période, le Bénéficiaire pourra informer l'Actionnaire Cédant de son intention d'acquérir ou non les Actions Offertes, étant entendu que l'acquisition des Actions Offertes devra se faire aux mêmes prix et conditions que ceux offerts par le Tiers à l'Actionnaire Cédant.

Le Bénéficiaire peut d'une manière discrétionnaire décider de ne pas utiliser le droit de préemption. Le Bénéficiaire le notifiera alors par écrit recommandé à l'Actionnaire Cédant.

Si le Bénéficiaire désire exercer son droit de préemption, il devra notifier par écrit recommandé à l'Actionnaire Cédant sa volonté d'acquérir tout ou partie des Actions Offertes.

Lorsque le Bénéficiaire informe par écrit l'Actionnaire Cédant de sa volonté d'acquérir tout ou partie des Actions Offertes, il devient irrévocablement tenu d'acquérir ces actions et l'Actionnaire Cédant est alors irrévocablement tenu de les lui céder aux mêmes prix et conditions que ceux proposés par le Tiers à l'Actionnaire Cédant.

Le Bénéficiaire sera tenu de s'acquitter du prix de cession des actions et la cession sera régularisée au profit du Bénéficiaire, dans les formes légales et statutaires, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de l'expiration de la Durée de l'Offre de Cession.

La partie des Actions Offertes qui n'aura pas été préemptée par le Bénéficiaire, à l'expiration de la Durée de l'Offre de Cession, pourra être cédée par l'Actionnaire Cédant au Tiers, aux prix et conditions proposés par ce Tiers à l'Actionnaire Cédant.

L'Actionnaire Cédant informe le conseil d'administration et le Bénéficiaire au plus tard dans les cinq jours calendrier de tout transfert à un Tiers effectué conformément au présent article 5bis.

Toute cession d'actions au profit de tout Tiers qui interviendrait sans que tout autre actionnaire ait été mis en mesure d'exercer son droit de préemption, conformément au présent article 5bis (i), sera nulle de plein droit et ne sera opposable ni aux autres actionnaires, ni à la société.

En cas de transfert d'actions entre les actionnaires, les actions cédées feront automatiquement partie de la catégorie d'actions détenue par l'Actionnaire cessionnaire.

(ii) Cessions à cause de décès

Les héritiers et légataires d'actions de la société peuvent rester actionnaires pour autant qu'ils soient acceptés en tant qu'actionnaire par tous les autres actionnaires, et ce pour la totalité des actions qui leurs sont échues suite à l'héritage.

Le conseil d'administration convoquera à cette fin, dans le mois à partir du moment où il a pris connaissance du décès de l'actionnaire, une assemblée générale extraordinaire en vue de délibérer sur ladite acceptation. Cette assemblée générale ne peut délibérer qu'à condition que tous les actionnaires (autres que les actionnaires-héritiers/légataires) soient présents ou représentés.

Dans le cas où - à défaut d'une décision unanime des autres actionnaires - un, plusieurs ou tous les héritiers ou légataires ne sont pas acceptés en tant qu'actionnaires avec la totalité de leurs actions, les actionnaires qui ont voté contre leur

acceptation, doivent dans les trois mois à compter de la date de la décision de l'assemblée générale extraordinaire racheter les actions dont la cession a été refusée et ce proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent déjà, sauf s'ils s'accordent sur une autre répartition.

Le prix d'achat sera déterminé par un expert désigné de commun accord par les héritiers et/ou légataires et les actionnaires obligés à l'achat, sauf en cas d'accord sur le prix d'achat. L'expert doit fixer le prix dans les 30 jours de sa désignation. S'il n'y a pas d'accord sur un expert, celui-ci sera désigné par le tribunal compétent statuant comme en référé. Les frais de désignation de l'expert seront supportés par les actionnaires obligés à l'achat.

Si l'achat des actions dont le transfert a été refusé n'a pas lieu dans le délai de trois mois décrit supra, les héritiers et/ou légataires des actions demeureront irrévocablement actionnaires de la société.

Pour tout ce que les statuts n'auraient pas prévu, il est renvoyé aux dispositions légales en la matière.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, personnels, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, à moins que des décisions spéciales n'aient été prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par le conseil d'administration conformément à l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

La société devra indemniser tout administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité d'administrateur ou mandataire de la société, ou, à la requête de la société, de toute autre société où la société est un actionnaire/associé ou un créancier et par quoi il n'a pas droit à être indemnisé, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il sera finalement déclaré impliqué dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée.

Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 12. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de juin à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 18. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ainsi qu'avec la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Dispositions transitoires

Par dérogation à l'article 15, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013 et par dérogation à l'article 14, la première assemblée annuelle se tiendra en 2014.

Souscription

Les six mille (6.000) actions ont été souscrites comme suit:

1. - La société "A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée", préqualifiée,	
trois mille actions	3.000
2. Madame Ingrid HOOLANTS, préqualifiée, trois mille actions	3.000
TOTAL: SIX MILLE ACTIONS	6.000

Ces actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) par des versements en espèces, de sorte que le montant de cinquante mille euros (€ 50.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille sept cent euros (€ 1.700.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

- 1) L'assemblée décide de nommer trois administrateurs, à savoir:
 - a) la société à responsabilité limitée "A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée", préqualifiée.
 - b) Madame Ingrid HOOLANTS, préqualifiée.
 - c) la société à responsabilité limitée "TAXIOMA s. à r.l.", ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 128.542.

Madame Maryse MOUTON, expert-comptable, née à Aye (Belgique), le 25 mai 1966, demeurant professionnellement à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains est désignée représentante permanente de la société "A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée" préqualifiée.

Madame Ingrid HOOLANTS, prénommée, est désignée représentante permanente de la société "TAXIOMA s. à r.l." préqualifiée.

2) L'assemblée décide de nommer un commissaire aux comptes, à savoir:

Monsieur Paul JANSSENS, employé privé, né à Lier (Belgique), le 23 février 1963, demeurant à L-5692 Elvange, 2, rue des Prés.

3) Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de 2017.

4) Le siège de la société est fixé à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J-M. WEBER. A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 27 décembre 2012. Relation: CAP/2012/5065. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 7 janvier 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013004436/265.

(130003507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Luxico S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 92.252.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzwoölf, den einundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Pierre PROBST, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck.

Ist erschienen:

Herr Jakob RICHERT, Kaufmann, geboren am 19. Januar 1987 in Kokschetaw (Kazakhstan), wohnhaft in D-77656 Offenburg, 10, Esther-Cohn-Strasse,

hier vertreten durch Herrn Andre SASSEL, expert-comptable, mit beruflicher Anschrift in Diekirch, 3, place Guillaume, gemäss privatschriftlicher Vollmacht datiert vom 6.12.2012, welche Vollmacht, nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt um mit derselben eiregistriert zu werden.

Der Komparent in seiner Eigenschaft als alleiniger Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUXICO S.à r.l., mit Sitz in L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume (matr: 1997 2414 347), gegründet zufolge Urkunde des Notars Fernand Unsen, mit damaligem Amtswohnsitz in Diekirch, vom 23. Dezember 1997, veröffentlicht im Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 267 vom 22. April 1998, zuletzt abgeändert durch Urkunde aufgenommen durch Notar Edouard Delosch mit dem Amtssitz in Diekirch am 10. Februar 2012, veröffentlicht im Memorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 987 vom 17. April 2012, RSCL B 92.252, hat amtierenden Notar erklärt:

- dass das Gesellschaftskapital der genannten Gesellschaft zwölftausenddreihundertvierundneunzig Komma siebenundsechzig Euro (EUR 12.394,67) beträgt, aufgeteilt in einhundert (100) Geschäftsanteile ohne Nennwert, alle vollends eingezahlt;

- Dass der Anteilhaber, welcher das gesamte Gesellschaftskapital halten, die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschliesst;

- Dass, nachdem die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft eingestellt wurde, alle Aktiva und Passiva auf den Komparenten als Eigentümer sämtlicher Anteile andurch übertragen werden, welcher alle Schulden der aufgelösten Gesellschaft beglichen hat und sich verpflichtet, für alle, bis jetzt nicht bekannten Verbindlichkeiten persönlich zu haften;

- Dass die Gesellschaft als liquidiert zu betrachten ist;

- Dass allen Verwaltern vollumfängliche Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate gewährt wird;

- Dass die Bücher und Dokumente der Gesellschaft während einer Dauer von fünf Jahren am Gesellschaftssitz verwahrt werden;

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem amtierenden Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: André SASSEL, Pierre PROBST

Enregistré à Diekirch, le 28 décembre 2012. Relation: DIE/2012/15464. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur pd. (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbruck, den 9. Januar 2013.

Référence de publication: 2013004743/45.

(130004580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

PJ Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.913.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 14 décembre 2012

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2013:

Administrateurs de catégorie A

- Monsieur Pierre MATHIEU, administrateur de sociétés, demeurant au 31, avenue Dr. Pierre Gaspard, B - 4900 Spa, Belgique;

- Madame Joane MATHIEU, administrateur de société, demeurant au 44, Wayai (Sart), B - 4845 Jalhay, Belgique.

Administrateurs de catégorie B

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 2013:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005620/24.

(130005574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Coastal Capital Luxco Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 146.907.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 31 décembre 2012

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport du commissaire à la liquidation;

- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 31 décembre 2012;

- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Coastal Capital Luxco Holding S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013007628/20.

(130008725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Anasco Holding Company S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 14.859.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 13 juin 2012

Les membres du Conseil d'Administration ont décidé à l'unanimité:

1. d'élire Monsieur Bassam A. NASSAR, Villa Nassar, (face A B C) RL - Dbeyeh-Naccash, Président du Conseil d'Administration et:

a) De le nommer Administrateur-Délégué de la société pour une période de trois ans, jusqu'à expiration de son mandat d'Administrateur arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

b) De déléguer au Président / Administrateur-Délégué tous les pouvoirs qui sont ceux du Conseil d'Administration.

c) De confier au Président / Administrateur-Délégué la direction journalière de la société.

d) De donner pouvoir et autorité au Président / Administrateur-Délégué en vue de maintenir les relations professionnelles avec les autres sociétés et les banques pour le compte de la société, p. ex.:

- ouvrir, gérer et fermer les comptes bancaires au nom de la holding,
- octroyer et contracter des crédits à court et/ou long terme pour le compte de la holding, à des conditions qui lui semblent les plus avantageuses,

- recevoir et donner des nantissements qui lui semblent les plus appropriés pour ces crédits, et en général, faire des affaires avec des sociétés et des banques dans le meilleur intérêt de la holding.

e) De donner au Président / Administrateur-Délégué le pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

2. D'élire Madame Sana A. NASSAR, Villa Nassar, (face A B C) RL - Dbeyeh-Naccash, Vice Présidente du Conseil d'Administration pour une période de trois ans, jusqu'à expiration de son mandat d'Administrateur arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

3. De donner à Madame Sana A. NASSAR et Madame Roula A. NASSAR, Villa Nassar, (face A B C) RL - Dbeyeh-Naccash, le pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes.

Pour la société

ANASCO HOLDING COMPANY S.A.

Référence de publication: 2013005949/30.

(130006759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Lux Life Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 19-21, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 93.826.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration lors de sa réunion du 6 novembre 2012

L'an deux mille douze, le six novembre, le conseil d'administration de la société anonyme Lux Life Consulting S.A., susvisée, s'est réuni, au siège social et a pris les résolutions suivantes:

- La démission en date du 1^{er} novembre 2012 de l'administrateur et administrateur-délégué, Monsieur Philippe Ge-rearts, est constatée par les membres du conseil d'administration.

- Conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts, le conseil d'administration nomme administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire:

Monsieur Robert SOJIC, employé privé, né à Ougrée, Belgique, le 21 décembre 1960, demeurant à L-7566 Mersch, 7, rue Comte Thierry.

Monsieur Robert Sojic terminera le mandat de l'administrateur sortant jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31.12.2013.

Conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts, le conseil d'administration délègue la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Robert Sojic, susvisé, qui devient par conséquent administrateur-délégué de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31.12.2013.

Luxembourg, le 6.11.2012.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013006250/24.

(130006374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.